

## ONG “Diplomatiques” à Kin

Lettre du Continent, 22 mai 1997

Après la guerre des ondes et des communiqués entre Paris et l’Alliance de Laurent-Désiré Kabila, les deux parties esquissent un rapprochement par le truchement de plusieurs ONG. Depuis avril déjà, l’ONG logistique Atlas, souvent sollicitée par le secrétariat à l’Action humanitaire d’urgence de Xavier Emmanuelli, est de retour à Kisangani. L’un de ses anciens membres, surnommé “Junior”, a certes été refusé pour de prétendues dangereuses liaisons militaires, mais deux autres – un homme et une femme –, précédemment basés à Kampala, sont sur place. Plus politique encore est la « *mission pour faciliter le retour des réfugiés* » que Kabila a confié, le 7 mai, à Jean-Jacques Andrieux, directeur de l’Association pour la sauvegarde de l’enfance et de l’adolescence (AFSA). Le 20 mai, Andrieux, qui avait déjà adressé au chef rebelle une « *note* » au début de l’année pour attirer son attention sur les « *enfants non accompagnés* » dispersés dans l’est du Zaïre, est venu à Lubumbashi en compagnie du général Jeannou Lacaze, ex-d’état-major de l’armée française, ex-conseiller militaire du maréchal Mobutu et... président d’une petite ONG, Association pour les relations avec le tiers monde. « *Nous nous sommes vus à trois pen-*

*dant deux heures* », précise Andrieux, qui ajoute qu’il serait « *sorti s’il s’était agi de questions militaires* ».

Reste que le directeur de l’AFSA – qui n’est pas à Kisangani – se voit confier la mission d’examiner les modalités d’un retour au Rwanda « *dans la dignité et la sécurité* » des réfugiés cachés dans la forêt près de Biaro, lieu de massacres entre les 21 et 25 avril ; ce qui fait enrager les ONG et agences de l’ONU se heurtant, elles, aux restrictions imposées par les représentants locaux de Kabila. « *Je suis un franc-tireur* », affirme Jean-Jacques Andrieux, conscient qu’il y a « *une grande partie diplomatique dans cette affaire* », Kabila cherchant à « *renouer le dialogue* » avec la France, très critique au sujet de ses exactions. Andrieux étant par ailleurs le premier adjoint de Jacques Toubon à la mairie du 13<sup>ème</sup> à Paris, on peut se demander s’il n’est pas, aussi, instrumentalisé par le nouveau président de la République démocratique du Congo. A moins que le gouvernement français n’ait tapé d’autant plus fort sur le chef rebelle coupable de « *comportements criminels* » et de « *violations de conventions humanitaires* » qu’il cherchait à faire récupérer le futur chef de l’Etat par les réseaux RPR...